



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.601/2
du 12 décembre 2016

sur

un projet d'arrêté royal 'portant
exécution de l'article 382,
alinéa 2 de la loi du
25 avril 2014 relative au statut
et au contrôle des
établissements de crédit'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.601/2
van 12 december 2016

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot uitvoering van
artikel 382, tweede lid, van de
wet van 25 april 2014 op het
statuut van en het toezicht op
kredietinstellingen'

Le 5 décembre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de l'article 382, alinéa 2 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 décembre 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Hélène LEROUXEL, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 décembre 2016.

*

Op 5 december 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van artikel 382, tweede lid, van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 december 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Hélène LEROUXEL, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 december 2016.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par la nécessité de résoudre, le plus rapidement possible, les problèmes posés suite à la défaillance d'un établissement intervenue entre le moment de l'entrée en vigueur de la loi du 22 avril 2016 transposant la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts qui modifie la loi du 25 avril 2014 susmentionnée, et le présent projet d'arrêté royal, et afin de préserver ainsi la confiance du public dans le système financier belge, il me serait agréable que l'avis soit rendu dans le délai prescrit par l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées ».

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de citer la loi du 25 avril 2014 avec son intitulé correct, à savoir « la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse ».

En outre, il y a lieu de préciser dans le même alinéa 1^{er} que les articles 381, alinéa 3, et 382, alinéa 2, de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse' ont été remplacés par la loi du 22 avril 2016.

Enfin, cet alinéa doit aussi viser l'alinéa 3 du même article 382¹, également remplacé par la loi du 22 avril 2016, dès lors que les articles 2, § 2, et 3 du projet ont pour objet de déterminer le montant ainsi que certaines conditions d'attribution de la couverture supplémentaire prévue par l'article 382, alinéa 2, précité.

L'intitulé sera adapté en conséquence.

¹ « Le Roi détermine, moyennant un arrêté délibéré en Conseil des ministres, le montant, les modalités et les conditions d'attribution de cette protection supplémentaire, pour les catégories de dépôts mentionnées à l'alinéa précédent ».

DISPOSITIF

Articles 1^{er} et 2

Selon le commentaire de l'article 2 dans le rapport au Roi,

« l'acheteur d'un bien privé d'habitation bénéficie également d'une protection pour l'argent réuni sur son compte à cet effet. Concrètement, il s'agira de l'argent réuni sur un compte entre le moment de la signature du compromis et de la signature de l'acte de vente ».

Cette intention n'est pas rencontrée par le texte en projet puisque la définition donnée au bien privé d'habitation par l'article 1^{er}, 4^o, ne vise que le bien qui sert ou qui servait de résidence principale au déposant². Or l'acheteur d'un bien privé d'habitation n'a généralement pas sa résidence principale dans ce bien entre le moment de la signature du compromis et celui de la signature de l'acte de vente, et une « demande de domiciliation » dans un bien ne précède en principe pas le moment où l'on y réside principalement³.

Le texte sera revu pour mieux correspondre à la volonté de l'auteur du projet.

Article 2

Il y a lieu d'omettre les mots « Sans préjudice de la protection prévue à l'article 382, alinéa 2 de la loi, » – dont l'utilité n'apparaît pas – au début de l'article 2, § 2, du projet.

Article 4

Par les mots « nonobstant le délai visé à l'article 381, alinéa 3, de la loi », il n'apparaît pas clairement quel est celui des deux délais mentionnés aux deux premières phrases de l'article 381, alinéa 3, de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse' qui est visé.

Le texte sera clarifié afin d'éviter toute ambiguïté sur ce point.

*

² Le commentaire de l'article 1^{er} dans le rapport au Roi confirme cette interprétation : « la notion de bien privé d'habitation se rapporte au bien immobilier servant de résidence principale au déposant. Il s'agira de sa résidence principale actuelle ou précédente ».

³ La « demande de domiciliation » n'est pas l'appellation correcte de la formalité que l'auteur du projet entend viser. Il s'agit en fait d'une déclaration de changement de résidence faite à l'administration communale du lieu où la personne vient se fixer. Cette déclaration doit être effectuée dans les huit jours ouvrables de l'installation effective dans le nouveau logement (article 7, § 4, de l'arrêté royal du 16 juillet 1992 'relatif aux registres de la population et au registre des étrangers'). Cette déclaration ne peut être antérieure à l'installation effective puisqu'elle donne lieu dans les huit jours de la déclaration à une enquête sur la réalité de la résidence effective (article 7, § 5, du même arrêté).

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In casu luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

“L’urgence est motivée par la nécessité de résoudre, le plus rapidement possible, les problèmes posés suite à la défaillance d’un établissement intervenue entre le moment de l’entrée en vigueur de la loi du 22 avril 2016 transposant la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts qui modifie la loi du 25 avril 2014 susmentionnée, et le présent projet d’arrêté royal, et afin de préserver ainsi la confiance du public dans le système financier belge, il me serait agréable que l’avis soit rendu dans le délai prescrit par l’article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois coordonnées”.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

AANHEF

In het eerste lid behoort het correcte opschrift te worden vermeld van de wet van 25 april 2014, namelijk “de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen”. Daarnaast behoort in dat lid gepreciseerd te worden dat de artikelen 381, derde lid, en 382, tweede lid, van de wet van 25 april 2014 ‘op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen’ vervangen zijn bij de wet van 22 april 2016.

Ten slotte dient in dat lid ook verwezen te worden naar het derde lid van datzelfde artikel 382¹, dat eveneens vervangen is bij de wet van 22 april 2016, aangezien de artikelen 2, § 2, en 3 van het ontwerp strekken tot het vaststellen van het bedrag en van een aantal voorwaarden voor de toekenning van de bijkomende bescherming bedoeld in het voornoemde artikel 382, tweede lid.

Het opschrift moet dienovereenkomstig worden aangepast.

¹ “De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit het bedrag, de modaliteiten en de voorwaarden van toekenning van deze bijkomende bescherming per categorie van deposito’s die onder het vorige lid vallen”.

DISPOSITIEF

Artikelen 1 en 2

In de bespreking van artikel 2 in het verslag aan de Koning staat het volgende:

“De koper van een particuliere woning geniet eveneens een bescherming voor het geld dat hij hiervoor op zijn rekening heeft verzameld. Het betreft meer bepaald het geld dat hij op zijn rekening verzameld heeft tussen het tijdstip van het ondertekenen van de onderhandse verkoopovereenkomst en het tekenen van de verkoopakte”.

Aan deze bedoeling wordt evenwel niet tegemoetgekomen met de ontworpen tekst, aangezien de definitie die in artikel 1, 4°, gegeven wordt van het begrip “particuliere woning” enkel betrekking heeft op een goed waar de deposant zijn hoofdverblijfplaats heeft of had.² De koper van een particuliere woning heeft echter over het algemeen niet zijn hoofdverblijfplaats in dat goed tussen het tijdstip van het ondertekenen van de onderhandse verkoopovereenkomst en het tekenen van de verkoopakte. Bovendien wordt een “domicilieaanvraag” met betrekking tot een goed in principe niet ingediend voordat men er zijn hoofdverblijfplaats heeft.³

De tekst behoort te worden herzien om beter aan te sluiten bij de bedoeling van de steller van het ontwerp.

Artikel 2

Aan het begin van artikel 2, § 2, van het ontwerp behoren de woorden “Onverminderd de bescherming voorzien in artikel 382, tweede lid van de wet,” - waarvan het nut niet duidelijk is - te worden weggelaten.

Artikel 4.

Uit de woorden “Niettegenstaande de termijn bedoeld in artikel 381, derde lid van de wet,” kan niet worden opgemaakt welke van beide termijnen waarvan sprake in de eerste twee zinnen van artikel 381, derde lid, van de wet van 25 april 2014 ‘op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen’, bedoeld wordt.

² In de bespreking van artikel 1 in het verslag aan de Koning wordt deze interpretatie bevestigd: “Het begrip particuliere woning heeft betrekking op het onroerend goed waar de deposant zijn hoofdverblijfplaats heeft. Het gaat om zijn huidige of vorige hoofdverblijfplaats.”

³ De “domicilieaanvraag” is niet de correcte benaming van het vormvereiste dat de steller van het ontwerp bedoelt. Het gaat immers om een aangifte van verandering van verblijfplaats bij het gemeentebestuur van de plaats waar de persoon zich komt vestigen. De aangifte moet binnen acht werkdagen gebeuren nadat de nieuwe woning effectief betrokken werd (artikel 7, § 4, van het koninklijk besluit van 16 juli 1992 ‘betreffende de bevolkingsregisters en het vreemdelingenregister’). Deze aangifte mag niet gedaan worden voordat de woning effectief betrokken werd, aangezien er binnen acht dagen na de aangifte een onderzoek zal plaatsvinden met betrekking tot de reële verblijfplaats (artikel 7, § 5, van hetzelfde besluit).

De tekst dient te worden verduidelijkt teneinde elke verwarring ter zake te vermijden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Hélène LEROUXEL

Pierre VANDERNOOT